ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 6 avril 1970, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur les inadaptés sociaux", a donné le 6 mai 1970 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e april 1970 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de maatschappelijk onaangepasten", heeft de 6e mei 1970 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

L'article 347 du Code pénal dispose :

"Les vagabonds sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession".

Suivant une jurisprudence constante, confirmée notamment par un arrêt du Conseil d'Etat du 7 juin 1967 en cause DU BOIS (n° 12.443), l'application tant de l'article 347 précité que de la loi du 27 novembre 1891 requiert la réalisation simultanée et constatée des trois conditions prévues audit article 347.

Le projet, en abandonnant la condition du non-exercice habituel d'un métier ou d'une profession, a pour effet de soumettre aux mesures qu'il prévoit des personnes qui, parce qu'elles ne répondent pas à cette condition, sont actuellement exclues de l'application de la législation sur le vagabondage. D'autre part, le Gouvernement n'entendant pas modifier les dispositions des articles 342 à 347 du Code pénal, celles-ci s'appliqueront aux mendiants et aux vagabonds définis suivant les critères établis par ces articles et qui seront dès lors différents de ceux prévus par la loi en projet pour les inadaptés sociaux.

*

* *

.../...

Les articles 8 et 9 de la loi du 27 novembre 1891 disposent :

> "Article 8. Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.
>
> Article 9. Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police".

Le projet, s'il prévoit, au titre de mesure de protection, la possibilité de restriction à la liberté individuelle de l'inadapté social, subordonne une telle mesure à une décision du juge de paix; il ne contient aucune disposition analogue aux articles 8 et 9 précités.

Eu égard à cette lacune, on doit se demander quelle sera la disposition légale qui permettra à l'avenir aux autorités de police de s'assurer de la personne d'un inadapté social et de l'amener devant le juge de paix pour que celui-ci statue sur son cas, conformément à la loi en projet.

Par ailleurs, l'absence d'une telle disposition dans le projet fait obstacle à toute décision du juge sur les requêtes dont il serait saisi, dès l'instant où l'inadapté social ne comparaît pas volontairement.

Comme il y a lieu, logiquement, de prévoir les cas de comparution non volontaire, ainsi que l'envisage l'exposé des motifs à un autre point de vue, cette lacune devrait être comblée.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 2.

L'article 2, § 1er, du projet prévoit que le juge compétent pour ordonner les mesures de protection à l'égard de l'inadapté social sera celui du lieu où ce dernier a son domicile ou sa résidence. Ce ne sera qu'"à défaut" de domicile ou de résidence que le juge du lieu où l'intéressé a été trouvé pourra intervenir.

Dans ce cas, le juge devra, avant de statuer sur la requête, vérifier si les conditions auxquelles la loi subordonne sa compétence ratione loci sont remplies.

Les difficultés et les retards auxquels cette vérification pourrait donner lieu de même que le transfert éventuel de l'inadapté du lieu où il est trouvé au siège de la justice de paix de son domicile ou de sa résidence, se concilient mal avec le souci du Gouvernement d'instaurer en la matière une procédure rapide.

En outre, la disposition aura pour effet de permettre au requérant ou à l'inadapté social de contester la compétence du juge.

Il serait, dès lors, préférable de supprimer les mots "à défaut" afin de rendre également compétents le juge du lieu du domicile ou de la résidence et le juge du lieu où l'inadapté a été trouvé.

.../...

Contrairement à l'exposé des motifs, qui déclare que "le juge de paix peut également être saisi par toute personne physique ou morale qui s'intéresse au sort de l'inadapté", l'article 2, § 1er, réserve ce droit, en dehors des autorités administratives et de l'inadapté lui-même, à la personne qui en a la garde ou qui l'héberge ou à ses parents ou alliés.

Suivant les renseignements obtenus, le texte est conforme aux intentions du Gouvernement. L'exposé des motifs devrait dès lors être corrigé.

L'emploi à l'article 2, § 1er, de l'expression "autorités de police administrative" pourrait être interprété comme excluant les membres de la gendarmerie qui sont cependant ceux qui sont appelés à intervenir le plus souvent en la matière dans les régions rurales.

Il est, dès lors, proposé de remplacer les termes "autorités de police administrative" par les termes : "autorités de police et de gendarmerie".

Compte tenu des observations qui précèdent, la rédaction suivante est proposée pour le § 1er de l'article 2 :

"§ 1er. Les mesures de protection à l'égard de l'inadapté social sont ordonnées par le juge de paix du lieu où l'inadapté social a son domicile ou sa résidence ou du lieu où il a été trouvé, sur requête écrite ou verbale de l'inadapté social, ou sur requête écrite d'un de ses parents ou alliés, de la personne qui en a la garde ou qui l'héberge ou des autorités de police et de gendarmerie".

*

* * .../...

L'article 2, § 2, du projet dispose :

"Après avoir entendu l'inadapté social et s'être assuré par lui-même de son état, le juge de paix décide toutes affaires cessantes".

L'exposé des motifs déclare à ce propos :

> "Il importe au plus haut point que le juge statue au plus tôt sur l'état d'inadaptation sociale de la personne qui comparaît devant lui, principalement en cas de comparution non volontaire".

Cette préoccupation n'est rencontrée que partiellement par le projet, car celui-ci ne prévoit pas dans quel délai l'inadapté social qui fera l'objet de la requête ou (voir l'observation générale) qui sera éventuellement privé de liberté par les autorités de police, sera entendu par le juge (voir article 3 de la loi du 1er mai 1849).

Par ailleurs, la disposition précitée se concilie mal avec celle qui accorde à l'inadapté social la faculté de se faire assister d'un conseil.

Le texte devrait prévoir la possibilité pour le juge de remettre l'affaire en vue de permettre à l'intéressé de faire choix d'un conseil. Il devrait prévoir également, en cas de comparution non volontaire, le droit pour le juge d'ordonner une mesure provisoire de privation de liberté, pendant un court délai qui pourrait être le délai de trois jours prévu par l'article 3 de la loi du 1er mai 1849.

*

* * .../...

L'article 2, § 3, prévoit que la décision du juge de paix sera notifiée "s'il y a lieu" au requérant.

Selon l'exposé des motifs, il appartient au juge d'apprécier l'opportunité de la notification au requérant, "notamment selon que celui-ci a ou non intérêt à être informé de la décision prise à l'égard de l'inadapté".

On doit se demander dans quel cas le requérant, qui est soit un parent ou allié, soit la personne qui héberge ou a la garde de l'intéressé, n'a pas intérêt à connaître la décision, laquelle peut faire naître ou modifier une obligation dans son chef.

Article 3.

Selon l'exposé des motifs, la mise en observation "doit permettre au juge d'individualiser au maximum la mesure de protection qu'il est appelé à prendre et le régime qu'il y a lieu d'appliquer à l'inadapté social.

Pour être bien menée, il est indispensable qu'elle se poursuive en milieu fermé. C'est pourquoi le projet ne prévoit la mise en observation que dans les cas où le juge prend une décision d'hébergement, celle-ci constituant le titre légal de la privation de liberté de l'inadapté social (§ 1er). L'hébergement est cependant subordonné dans ces cas à la condition suspensive de sa confirmation en fin de période d'observation. En effet, s'il résulte de l'observation qu'une simple mesure de surveillance ou de restriction partielle de la liberté individuelle de l'inadapté social est plus indiquée, le juge ne manquera pas de mettre fin à l'hébergement.

La mise en observation est en principe facultative. Il appartient au juge d'en décider souverainement en tenant compte de la personnalité de l'inadapté social et des facteurs externes qui ont provoqué son inadaptation.

.../...

Elle est cependant obligatoire lorsqu'une mesure d'hébergement est prise pour la première fois à l'égard de l'inadapté social. Il importe dans ce cas que la mesure la plus adéquate soit appliquée en vue de la protection de l'intéressé à un moment où son inadaptation en est à ses débuts. Le juge ne pourra prendre cette mesure que s'il est complètement informé au sujet de la personnalité de l'intéressé, de son environnement et des motifs qui ont donné lieu à son inadaptation".

L'article 3 du projet ne correspond pas sur ce point à l'exposé des motifs.

Suivant les renseignements donnés au Conseil d'Etat, l'intention du Gouvernement serait en réalité d'attribuer au directeur de l'établissement le pouvoir de décider du maintien de l'hébergement de l'inadapté social ou de la libération de celui-ci, que ce soit pendant la période de mise en observation, à l'expiration de cette période ou encore à tout moment dans le cas d'une décision d'hébergement sans mise en observation.

Le juge de paix qui déciderait de l'hébergement d'un inadapté social dans un établissement prévu à cet effet ne serait, dès lors, appelé à intervenir par la suite que dans deux hypothèses :

- si l'inadapté social le saisissait, sur base de l'article 4 du projet, d'une requête en vue d'obtenir sa sortie de l'établissement;
- si, en vertu de l'article 2 du projet, il était saisi d'une nouvelle requête, laquelle pourrait notamment être introduite par le directeur de l'établissement, agissant en tant que personne qui a la garde de l'inadapté social, aux fins de remplacer la mesure d'hébergement par une autre mesure de protection.

.../...

Si ce système correspond aux intentions du Gouvernement, il y a lieu d'observer qu'il n'apparaît pas clairement des articles 2 à 4 du projet.

En effet, si l'article 3, § 2, alinéa 2, peut, à la rigueur, être interprété comme comportant implicitement l'attribution au directeur de l'établissement du pouvoir de libérer l'inadapté social au cours de la période d'observation, le projet n'indique pas quelle sera l'autorité appelée à statuer sur le maintien de l'inadapté social dans l'établissement à l'issue de cette période. De même, alors que la mise en observation constitue, selon l'exposé des motifs, "une des innovations importantes du projet" destinée à "permettre au juge d'individualiser au maximum la mesure de protection qu'il est appelé à prendre et le régime qu'il y a lieu d'appliquer à l'inadapté social", on constate que le juge ne sera appelé à procéder à cette individualisation de la mesure que dans l'éventualité où le directeur décidera de le saisir du cas par une nouvelle requête sur la base de l'article 2 du projet tel qu'il est interprété par le Gouvernement.

Eu égard aux discordances entre le projet et l'exposé des motifs, celui-ci devrait être corrigé.

Par ailleurs, l'importance des pouvoirs que le Gouvernement entend attribuer au directeur de l'établissement justifierait que ceux-ci soient définis expressément dans le texte du projet.

.../...

Article 5.

Selon l'exposé des motifs, le tribunal de première instance statue dans les quinze jours de la requête, "après avoir entendu l'inadapté social, assisté ou représenté par son conseil, ainsi que le procureur du Roi".

L'article 5 du projet ne prévoit pas que l'inadapté social doit être entendu.

Article 12.

A l'article 12, les mots "âgé de vingt et un ans accomplis" devraient être supprimés. Cette précision est superflue étant donné que l'article 1er limite l'application de la loi en projet aux personnes qui répondent à cette condition.

OBSERVATIONS FINALES.

Le projet pourrait être l'occasion d'une abrogation expresse de certaines dispositions qui ne correspondent plus à la réalité des choses, tel le décret des 22 décembre 1789-janvier 1790, section III, article 2, 1°.

Par ailleurs, le projet devrait prévoir la modification de l'article 48 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Artikel 347 van het Strafwetboek bepaalt :

"Landlopers zijn zij die noch vaste woonplaats, noch middelen van bestaan hebben en gewoonlijk geen ambacht of beroep uitoefenen".

Volgens een vaste rechtspraak, die onder meer bevestigd is in een arrest van de Raad van State van 7 juni 1967 inzake DU BOIS (nr. 12.443), is "de gelijktijdige en vastgestelde verwezenlijking van de drie voorwaarden" van het aangehaalde artikel 347 vereist zowel voor de toepassing van dat artikel zelf als van de wet van 27 november 1891.

In de ontwerp-wet vervalt de voorwaarde, dat gewoonlijk geen ambacht of beroep wordt uitgeoefend. Personen die thans buiten de werkingssfeer van de wetgeving op de landloperij blijven omdat zij aan die voorwaarde niet voldoen, zullen nu dus onder de regels van de ontwerp-wet komen te staan. De artikelen 342 tot 347 van het Strafwetboek van hun kant blijven wat ze zijn en zullen dus toepassing vinden op bedelaars en landlopers, gedefinieerd volgens de daar vastgestelde criteria, dat wil zeggen andere criteria dan in de ontwerp-wet worden gehantèerd voor maatschappelijk onaangepasten.

*

* *

De artikelen 8 en 9 van de wet van 27 november 1891 bepalen :

.../...

"Artikel 8. Al wie in staat van landloperij bevonden wordt zal aangehouden en voor de rechtbank van politie gebracht worden.

Artikel 9. Al wie bedelend wordt aangetroffen zal mogen aangehouden en vóór de rechtbank van enkele politie gebracht worden".

Al voorziet het ontwerp bij wijze van beschermingsmaatregel in de mogelijkheid om de persoonlijke vrijheid van de maatschappelijk onaangepaste te beperken, het maakt die maatregel afhankelijk van een beslissing van de vrederechter; het bevat geen bepaling als die van de aangehaalde artikelen 8 en 9.

Die leemte brengt de vraag aan de orde krachtens welke wetsbepaling de politieoverheden voortaan een maatschappelijk onaangepaste zullen kunnen aanhouden en voor de vrederechter brengen opdat deze zijn geval kan behandelen, overeenkomstig de ontwerp-wet.

Overigens zal het ontbreken van een zodanige bepaling in het ontwerp de rechter verhinderen, op de tot hem gerichte verzoeken te beschikken als de maatschappelijk onaangepaste niet vrijwilig verschijnt.

Het ligt in de rede, dat wordt voorzien in de gevallen dat de betrokkenen niet vrijwillig verschijnen, zoals de memorie van toelichting in een ander opzicht overweegt. De gesignaleerde leemte zou dan ook moeten worden aangevuld.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 2.

Volgens artikel 2, § 1, van het ontwerp is het de rechter van de plaats waar de maatschappelijk onaangepaste zijn woonplaats of verblijfplaats heeft, die de beschermingsmaatregelen te zijnen aanzien gelast; alleen "bij ontstentenis" van woon- of verblijfplaats kan worden opgetreden door de rechter van de plaats waar de betrokkene is aangetroffen.

In dat geval zal de rechter, voor hij op het verzoek beschikt, moeten nagaan of inderdaad voldaan is aan de voorwaarden die de wet stelt opdat hij ratione loci bevoegd zal zijn.

De verwikkelingen en de vertraging die daarmee gepaard kunnen gaan, met dan nog de eventuele overbrenging van de onaangepaste van de plaats waar hij aangetroffen is naar het vredegerecht van zijn woonplaats of verblijfplaats, zijn niet goed overeen te brengen met de wens van de Regering om in dergelijke zaken tot een snelle procedure te komen.

Bovendien krijgt de verzoeker of de onaangepaste door die bepaling de kans om de bevoegdheid van de rechter te betwisten.

Het ware dan ook beter de woorden "bij ontstentenis daarvan" te schrappen, en daarmee gelijke bevoegdheid te verlenen aan de rechter van de woonplaats of verblijfplaats en aan die van de plaats waar de onaangepaste is aangetroffen.

.../...

In tegenstelling tot de memorie van toelichting, volgens welke "de vrederechter ook kan worden aangesproken door ieder natuurlijk of rechtspersoon die met de onaangepaste begaan is", kent artikel 2, § 1, dat recht, behalve aan de administratieve overheden en aan de onaangepaste zelf, alleen toe aan "degene aan wie zijn bewaring is toevertrouwd of bij wie hij is opgenomen" of aan zijn bloed- of aanverwanten.

Volgens ingewonnen inlichtingen geeft de tekst de bedoeling van de Regering weer; de memorie moet dan ook worden verbeterd.

De term "overheid van de administratieve politie" in artikel 2, § 1, zou zo kunnen worden uitgelegd, dat leden van de Rijkswacht uitgesloten worden, ofschoon juist zij op het platteland in deze aangelegenheden het meest dienen op te treden.

Derhalve wordt voorgesteld de woorden "overheid van de administratieve politie" te vervangen door "politie- en Rijkswachtoverheden".

Met inachtneming van al deze opmerkingen wordt voorgesteld artikel 2, § 1, als volgt te lezen :

"§ 1. De beschermingsmaatregelen ten aanzien van de maatschappelijk onaangepaste worden gelast door de vrederechter van de plaats waar hij zijn woonplaats of verblijfplaats heeft of waar hij is aangetroffen, op schriftelijk of mondeling verzoek van de maatschappelijk onaangepaste, dan wel op schriftelijk verzoek van een van zijn bloed- of aanverwanten, van degene die hem onder zijn bewaring heeft of bij wie hij is ondergebracht of van politie- en Rijkswachtoverheden".

.../...

*

* *

Artikel 2, § 2, van het ontwerp bepaalt :

"Na de maatschappelijk onaangepaste te hebben gehoord en zich door eigen waarneming van diens toestand te hebben vergewist, beslist de vrederechter met voorrang boven alle andere zaken".

De memorie van toelichting verklaart daaromtrent :

> "Het is ten zeerste geboden dat de rechter zo spoedig mogelijk uitspraak doet over de staat van onmaatschappelijkheid van de persoon die voor hem verschijnt, vooral in geval van niet vrijwillige verschijning".

Aan die eis komt het ontwerp slechts gedeeltelijk tegemoet, want het zegt niet binnen welke termijn de maatschappelijk onaangepaste, voor wie het verzoek is ingediend (zie algemene opmerking) of die eventueel door de politieoverheden van zijn vrijheid is beroofd, door de rechter zal worden gehoord (zie artikel 3 van de wet van 1 mei 1849).

Ook is het aangehaalde voorschrift kwalijk overeen te brengen met de bepaling die aan de maatschappelijk onaangepaste het recht verleent om zich door een raadsman te doen bijstaan.

De tekst zou moeten bepalen dat de rechter de zaak kan verdagen om de betrokkene een raadsman te laten kiezen, en tevens dat hij, in geval van niet vrijwillige verschijning, een voorlopige maatregel tot inhechtenisneming kan gelasten voor een korte tijd, bijvoorbeeld voor drie dagen zoals in artikel 3 van de wet van 1 mei 1849.

*

* *

.../...

Artikel 2, § 3 bepaalt dat de beslissing van de vrederechter ter kennis van de verzoeker wordt gebracht "zo daartoe grond bestaat".

Volgens de memorie van toelichting dient de rechter te oordelen of van zijn beslissing moet worden kennis gegeven aan de verzoeker,"onder meer naargelang deze er belang bij heeft kennis te hebben van de beslissing die ten aanzien van de onaangepaste is genomen".

De vraag is in welk geval de verzoeker, dat is dus een bloed- of aanverwant dan wel iemand die de betrokkene onder zijn bewaring heeft of bij wie hij is ondergebracht, er geen belang bij zou hebben de beslissing te kennen,die voor hem een verplichting kan doen ontstaan of kan wijzigen.

Artikel 3.

Volgens de memorie van toelichting moet de observatie "de rechter in staat stellen de te nemen beschermingsmaatregel en de behandeling van de maatschappelijk onaangepaste zoveel mogelijk te individualiseren".

Voor een goede uitslag is het onmisbaar dat die observatie in een gesloten midden geschiedt. Daarom schrijft het ontwerp voor dat de inobservatiestelling alleen kan worden gelast indien een beslissing tot onderbrenging wordt genomen, welke beslissing de wettelijke grondslag is voor het ontnemen van zijn vrijheid aan de maatschappelijk onaangepaste (§ 1). De onderbrenging is in dat geval afhankelijk van de schorsende voorwaarde van haar bevestiging na de observatietijd. Indien uit de observatie blijkt dat een gewone maatregel van toezicht of van gedeeltelijke beperking van de persoonlijke vrijheid van de maatschappelijk onaangepaste meer dienend is, zal de rechter niet nalaten aan de onderbrenging een einde te maken.

.../...

De inobservatiestelling is in beginsel facultatief. De rechter oordeelt vrij met inachtneming van de persoonlijkheid van de maatschappelijk onaangepaste en van de uiterlijke factoren die zijn onmaatschappelijkheid hebben teweeggebracht.

Zij is echter verplicht wanneer ten aanzien van de maatschappelijk onaangepaste voor het eerst een maatregel tot onderbrenging in een inrichting wordt genomen. In dat geval moet de meest aangepaste maatregel worden genomen voor de bescherming van de betrokkene op een ogenblik dat zijn onmaatschappelijkheid nog in een beginstadium is. De rechter kan die maatregel alleen gelasten wanneer hij volledig is ingelicht omtrent de persoonlijkheid van de betrokkene, zijn omgeving en de redenen die tot zijn onmaatschappelijkheid aanleiding hebben gegeven".

Op dat punt komt artikel 3 van het ontwerp niet overeen met de memorie van toelichting.

Naar aan de Raad van State is verklaard, zou de Regering in feite aan de directeur van de inrichting bevoegdheid willen verlenen om te beslissen of de maatschappelijk onaangepaste verder ondergebracht blijft dan wel in vrijheid gesteld wordt, hetzij in de loop, hetzij bij het verstrijken van de observatietijd, of te eniger tijd als het gaat om een beslissing tot onderbrenging zonder observatie.

De vrederechter die mocht beslissen een maatschappelijk onaangepaste in een daarvoor bestemde inrichting onder te brengen, zou daarna dus slechts in twee gevallen moeten optreden :

- als de maatschappelijk onaangepaste op grond van artikel 4 van het ontwerp tot hem een verzoek richt om uit de inrichting te worden ontslagen;

.../...

- als krachtens artikel 2 van het ontwerp een nieuw verzoek bij hem wordt ingediend, bijvoorbeeld door de directeur van de inrichting, handelend als degene die de maatschappelijk onaangepaste onder zijn bewaring heeft, ten einde de maatregel tot onderbrenging door een andere beschermingsmaatregel te vervangen.

Is dat de regeling welke de Regering beoogt, dan moge worden opgemerkt dat ze niet duidelijk tot uiting komt in de artikelen 2 tot 4 van het ontwerp.

Kan artikel 3, § 2, tweede lid, desnoods worden geacht aan de directeur van de inrichting stilzwijgend de bevoegdheid te verlenen om de maatschappelijk onaangepaste uit de inrichting te ontslaan in de loop van de observatietijd, het ontwerp zegt niet welke overheid zal moeten beslissen of hij na die observatietijd in de inrichting dient te blijven. En terwijl de observatie volgens de memorie van toelichting "een van de belangrijkste nieuwigheden van de wet" is, die de rechter in staat moet stellen "de te nemen beschermingsmaatregel en de behandeling van de maatschappelijk onaangepaste zoveel mogelijk te individualiseren", ziet men dat de rechter de maatregel maar zal moeten individualiseren als de directeur mocht beslissen het geval bij hem aanhangig te maken door een nieuw verzoek op grond van artikel 2 van het ontwerp zoals de Regering dat verstaat.

De verschillen tussen het ontwerp en de memorie van toelichting maken verbetering van deze laatste noodzakelijk.

De bevoegdheden welke de Regering aan de directeur van de inrichting wenst te verlenen zijn overigens zo omvangrijk, dat het verantwoord zou zijn ze uitdrukkelijk in het ontwerp te definiëren.

.../...

Artikel 5.

Volgens de memorie van toelichting doet de rechtbank van eerste aanleg uitspraak binnen vijftien dagen na de ontvangst van het verzoekschrift, "nadat de door zijn raadsman bijgestane of vertegenwoordigde maatschappelijk onaangepaste en de procureur des Konings zijn gehoord".

Artikel 5 bepaalt niet dat de maatschappelijk onaangepaste moet worden gehoord.

Artikel 12.

In artikel 12 moeten de woorden "leeftijd van volle eenentwintig jaren heeft bereikt en" worden geschrapt. Ze zijn overbodig want artikel 1 beperkt de toepassing van de ontwerp-wet al tot hen die aan deze voorwaarde voldoen.

SLOTOPMERKINGEN.

Dit ontwerp zou een aanleiding kunnen zijn om een aantal bepalingen die niet meer aan de werkelijkheid beantwoorden, uitdrukkelijk op te heffen, bijvoorbeeld het decreet van 22 december 1789 - januari 1790, afdeling III, artikel 2, 1°.

Voorts zou het ontwerp moeten voorzien in de wijziging van artikel 48 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G.CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	R.PIRSON,	assesseurs de la section de législation,	
	F.RIGAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M.JACQUEMIJN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.H.ROUSSEAU, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.H.ROUSSEAU, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) M.JACQUEMIJN. (s.) G.VAN BUNNEN.